



L'INTERVENTION DE L'ONG "VOISINS SANS FRONTIÈRES" AU BURUNDI

GLOBALISONS LES DROITS FONDAMENTAUX, LA JUSTICE SOCIALE ET LA SOLIDARITÉ

« Voisins Sans Frontières », VSF en sigles, est une organisation sociale de coopération au développement « ONGD », naît à Majorque (Îles Baléares-Espagne), intégrée par des personnes qui ne restent pas passives devant l'injustice sociale et les abus et les violations permanents des droits fondamentaux. Elles sont profondément convaincues qu'un « autre monde est possible », un monde basé sur la justice, la solidarité et la paix.

Afin de participer à la construction de cette nouvelle société nous travaillons :

1. En coopérant avec les pays les plus pauvres de la planète afin d'appuyer leurs organisations sociales. Nous sommes conscients que, malgré les causes de leur pauvreté, leur manque de sécurité et les injustices dont ils souffrent, ils possèdent une grande capacité transformatrice et peuvent devenir le moteur du développement autosuffisant du milieu où ils vivent.
2. - En créant des conditions favorables pour que les dites organisations se coordonnent et créent des réseaux afin de travailler ensemble dans la complémentarité et la non-compétitivité, respectueux des spécificités de chaque collectif, en faisant en sorte que de ces différences naissent une énergie constructive et un enrichissement mutuel.
3. - En dénonçant le double langage des institutions internationales, leurs intérêts inavoués ou leur passivité face aux conflits en cours. Dans le même temps, nous faisons pression pour que les dites institutions ne dissimulent pas les causes réelles des conflits, pour qu'elles agissent sans délais et sans ambiguïtés afin de répondre aux nécessités des populations affectées. Cette pression s'exerce également afin qu'un support soit donné à la démocratisation effective des institutions qu'elles soient du Sud ou du Nord.
4. - En apportant notre appui inconditionnel et actif aux pays pauvres où surgissent des tendances démocratiques, afin que ceux-ci ne se sentent pas abandonnés dans leurs efforts pour établir la paix et le respect des droits fondamentaux. Cet appui sert également à ce que ces peuples qui luttent pour leur identité et leur survie donnent aux autres une nouvelle image d'eux-mêmes.
5. - En favorisant l'éducation et la sensibilisation orientées vers l'apprentissage en commun à partir de la rencontre des cultures, afin de construire un nouveau type de

relations humaines et sociales basées sur le respect mutuel, sur la richesse qu'apporte la différence, sur les objectifs et les nécessités de chacun, et sur la démocratie participative.

En tant qu'ONGD des Iles Baléares et devant l'énorme tâche que suppose cette transformation sociale, VSF n'ignore pas ses limites. Nous sommes conscients que nous ne sommes qu'une goutte d'eau dans l'océan. Toutefois nous savons que nous partageons avec de nombreux autres les mêmes inquiétudes et les mêmes convictions. C'est la raison pour laquelle nous travaillons en réseau pour globaliser la justice sociale et la solidarité.

Afin de ne pas disperser nos efforts et d'en être que plus efficaces, nous avons choisi actuellement de centrer nos efforts sur une seule zone du monde, et plus concrètement sur deux pays de la région des Grands Lacs Africains, à savoir le Burundi et la Tanzanie.

En tant qu'organisation, nous avons besoin de recours humains et matériels, et pour pouvoir mener à bon port la tâche que nous nous sommes fixés, et pour rester fidèles aux engagements que nous avons pris. C'est pourquoi nous lançons un appel à ceux qui partagent cette volonté de transformation pour qu'ils se joignent à nous en nous apportant leur collaboration : en effet nous sommes convaincus que chacun d'entre nous est à sa manière indispensable et peut apporter quelque chose afin que notre planète devienne un lieu où chacun puisse vivre en paix, dans la dignité, sans être soumis à aucun type d'exclusion ou de discrimination.

DÉBUT DE SES ACTIVITÉS

La naissance de VSF coïncide précisément avec le conflit burundais. Il est bon de préciser que l'île de Majorque maintient une présence continue dans ce pays depuis plus de quarante ans, grâce surtout à la Délégation des Missions locale. Il n'est donc pas surprenant que les événements de 1993 au Burundi créent une certaine expectative dans l'île, due au fait qu'un assez grand nombre de majorquins y passèrent une partie de leur jeunesse et connaissent sa culture, y inclus le kirundi.

Les premières interventions se produisent fin 1993, conséquences de l'assassinat du président élu et héros national Melchior Ndadaye. Elles se développent au début dans le cadre de la Commission de Solidarité avec la Burundi de la Fédération d'Associations de Voisins de Palma, jusqu'en janvier 1995 date de constitution de VSF comme ONGD.

Dès ses débuts, et ce grâce à l'origine historique de ses fondateurs, VSF opte pour une ligne de travail intégral, allant au-delà de la simple action humanitaire destinée à assurer la survie des victimes. Elle s'engage dans les causes profondes et dans les processus de démocratisation de ce peuple. Elle est convaincue que les problèmes de sous-développement et la présence continue de la violence dans les pays pauvres du Sud obéissent à des raisons politiques. Il lui semble que surmonter ces raisons politiques dépend plus de la volonté humaine que de tout autre facteur. Il lui était impossible de regarder ailleurs alors que le peuple burundais se vidait de son sang en essayant d'ouvrir de nouvelles voies pour atteindre la démocratie et les processus de développement.

Compte tenu des conditions régnantes dans le pays et du nombre chaque jour plus important de personnes affectées, les premières aides furent fondamentalement dirigées à répondre aux besoins les plus urgents, principalement vêtements et médicaments. L'étape suivante fut de faire face aux besoins élémentaires destinés à favoriser le développement

dans la zone de Nyabihanga, (au centre du pays) avec la mise en marche d'un centre de santé déjà construit mais sans dotation matériel, ainsi que le support à l'éducation primaire et secondaire et au secteur artisanal.

Il apparut toutefois rapidement nécessaire de renforcer les organisations locales qui travaillaient dans une ligne évidente d'intégration sociale et de défense des droits de la personne humaine. Les contacts fréquents que VSF maintenait avec des représentants relevantes d'*Amnesty International* l'aidèrent à s'engager fermement à soutenir les démocrates du Burundi qui, malgré les menaces de morts dont ils étaient l'objet, continuaient à soutenir qu'une solution pacifique et négociée était possible. Il apparut également qu'il était absolument nécessaire de dénoncer les abus et violations des droits fondamentaux, les tentatives de « balkanisation » du pays et ceux qui en portaient la responsabilité, ainsi que l'existence d'intérêts occultes ou pour le moins non tant évidents étroitement liés de certaines grandes puissances.

Sensibilisation et pression internationale

VSF commença à développer une intense activité afin de sensibiliser les institutions autonomiques des Iles Baléares ainsi que l'opinion publique, les institutions de l'Etat espagnol, ainsi que les institutions internationales. Cette sensibilisation portait sur la nécessité d'apporter un support sans arrière pensée aux forces démocratiques de changement, d'adopter des mesures afin de mettre un terme au génocide et de mettre en place un cadre permettant des négociations menant à une paix juste et effective.

Ce processus compta de façon permanente avec l'implication et le concours inestimable de l'Eurodéputé, fondatrice et présidente du MPDL, Francisca Sauquillo. Grâce à elle, le Parlement européen et l'Assemblée paritaire UE-ACP, approuvèrent différentes résolutions , et des rencontres avec des personnalités relevantes du Forum Européen de Prévention des Conflits (FEPAC) et de la Commission de Coopération et des Droits de l'homme du Parlement européen, ainsi qu'avec l'Eurodéputé Emma Bonino à l'époque Commissaire européen purent avoir lieu. Mme Sauquillo apporta également son soutien à la Plateforme Europe pour le Burundi (EPBUR) créée à Palma de Majorque en juin 1996, soutien auquel se joignirent un nombre significatif d'autres eurodéputés comme Bernard Kouchner (France), Cohen Bendit (Allemagne), Michel Rocard (France), Magda Alvoet (Belgique), Pierre Pradier (France), Monica Baldi (Italie), Bernard Stasi (France) par exemple. (Photo n°18 : marche à pied de Barcelone à Genève pour la paix au Rwanda et au Burundi – hiver 1996).

Il est important de souligner que VSF a toujours considéré comme fondamental le caractère collectif de ce type d'interventions, tant au niveau local qu'au niveau international. C'est ce qui l'amena à donner tout son appui au « Collectif pour la Prévention Active des Conflits », CPAC en sigles, dès sa création aux Baléares en 1995. C'est en collaboration avec ce collectif, qui compta jusqu'à 18 organisations, que VSF mit sur pied la Marche à pied de Barcelone à Genève pour la paix au Rwanda et au Burundi l'hiver 1996, action sans doute la plus spectaculaire. Tout au long de cette marche (1.000km), les groupes d' Amnesty International des villes espagnoles , françaises et suisse par lesquelles elle passait jouèrent un rôle fondamental quant à la logistique d'accueil.

La marche prit fin avec le remise en main propre, suivit d'un entretien, de lettres destinées à des représentants d'institutions internationales par trois membres des ONG organisatrices :

- a) à Genève le Haut Commissaire au droit de l'Homme de l'ONU de l'époque M. Ayala Laso (photo n° 19 entrevue avec le Haut Commissaire). Au cours de l'entrevue, ce dernier demanda que continue la pression afin que plus d'observateurs des droits de la personne humaine soient envoyés au Burundi.
- b) à Bruxelles, la carte fut remise à Mme Emma Bonino dont la réaction fut bien différente, y compris de rejet quand au rond-point Schuman , et devant les medias, le Président de VSF Jaume Obrador demanda que la Union Européenne n'incite pas les coopérants européens à abandonner le Burundi. Cette demande de maintenir des témoins oculaires dans le pays était une des revendications permanentes sur laquelle insistait particulièrement le Président du Burundi S.E. Silvestre Ntibantugana lors de ses contacts fréquents avec les organisateurs de la marche.
- c) A Paris , une entrevue eut lieu avec le Directeur général de l'UNESCO Federico Mayor Zaragoza qui chargea VSF de lui organiser une visite au Burundi, visite qui eut lieu en avril de la même année, trois mois avant le dernier coup d'Etat qu'a subi le Burundi. (photo n°20 : le Président de VSF et F.Mayor Zaragoza à Bujumbura en avril 1996).

Un autre moment important fut celui de la création à Palma en 1997, du « Réseau International pour la Paix et les Droits de la personne humaine » (RIB) (photo 21 prise au cours de la réunion constitutive du RIB) qui a regroupé 18 organisations soit de la diaspora burundaise, soit d'amis du Burundi. Depuis lors, le RIB a développé un important travail de dénonciation et de pression devant les institutions internationales et les parties en conflit. C'est ainsi qu'en 2001 le RIB a organisé, d'abord en janvier, puis par la suite en novembre, des journées de rencontre. Au cours de ces journées, les leaders au plus haut degré de ce qu'on a coutume d'appeler l'opposition politique et l'opposition armée (CNDD-FDD et FNL) au Burundi s'assirent ensemble à une même table. Ces journées donnèrent lieu à un appel à l'unité de l'opposition face à la dictature et au génocide « au compte goutte » et à la conclusion qu'un code éthique de respect mutuel entre les forces de l'opposition en faveur de la démocratie était nécessaire. (photo 22 : réunion à Palma des différents groupes impliqués dans la restauration de la de la démocratie au Burundi).

L'appui économique apporté en trois occasions distinctes, via VSF, par le Gouvernement autonome des Iles Baléares au cours des discussions de paix d'Arusha fut décisif. Il rendit possible la première réunion du G7 et la rédaction d'une proposition unifiée de l'opposition au régime de facto, proposition qui servit pour l'élaboration du document de l'Accord de Paix signé le 28-082002 à Arusha en présence des chefs d'Etat de la région, des représentants de l'Union Africaine et de l'Union Européenne, de Nelson Mandela le facilitateur de la ONU et du propre Président des USA de l'époque, Bill Clinton (photo n° 23 :un moment des négociations de paix).

Le travail avec les réfugiés et la coopération au développement

Comme on peut le comprendre aisément, toutes ces activités de VSF sont difficilement compatibles avec une intervention directe sur le terrain au Burundi. C'est la raison pour laquelle depuis août 1996 et jusqu'à la signature des accords d'Arusha, VSF a ouvert une nouvelle ligne de travail. Elle travaille dans la région tanzanienne de Kigoma avec une double finalité : dans les camps de réfugiés burundais s'y trouvant, appuyer l'éducation secondaire et compenser dans la mesure de ses possibilités les sacrifices que la population tanzanienne doit supporter pour accueillir les réfugiés, évitant ainsi une possible confrontation entre les deux communautés.

Depuis son retour au Burundi en 2002, la stratégie d'intervention de VSF est centrée fondamentalement sur la reconstruction intégrale, matériel, sociale et morale du pays en s'appuyant sur les organisations sociales dont le travail d'intégration et de reconstruction du tissu social est significatif. Cet appui ne se concrétise pas de façon individuelle, mais tout au contraire sur la base de leur disponibilité à travailler en commun avec leur complémentarité, en partageant ressources et expériences, tout en respectant leur identité et leur indépendance. En outre, dans chacune d'entre elles travaillent et participent des collaborateurs catalogués comme *tutsi* et comme *hutu*. L'une d'entre elles est même une association de pygmées (*batwa*) qui s'est orientée vers la promotion d'un des secteurs le plus vulnérable et le plus marginalisé de la population burundaise. Sa participation a reçu un accueil des plus favorables de la part des autres organisations sociales, démontrant ainsi leur volonté profonde de travailler pour l'intégration de toutes les personnes qui font partie de la population de cette région des Grands lacs africains.

Pour mener à bon terme la tâche de coordination et garantir la ligne d'intégration, l'ONG burundaise "**Abazimyamuro Bazira Imbibe**", ABI en sigles, qui se traduit par « *ceux qui éteignent le feu ensemble (sous-entendu les voisins) ne connaissant pas de frontières* », organisation qui partage avec VSF les mêmes objectifs généraux et la même ligne d'intervention, fut créée au début de l'année 2004. Cette ligne d'intervention consiste à coordonner les microprojets développés par les diverses organisations locales associées, à orienter les dits projets ainsi que l'utilisation des ressources disponibles: ces instruments serviront pour la défense des droits de la personne humaine, pour la démocratisation de la société civile et des institutions ainsi que pour l'intégration sociale. (Photo n°24 : création d'ABI à Bujumbura).

En novembre 2002, se célébrèrent à Palma unes nouvelles journées organisées par le RIB, le thème en étant « La reconstruction intégrale du Burundi ». Y participèrent les différents secteurs politiques et sociaux du pays, depuis les secteurs les plus proches du régime jusqu'à ceux de l'opposition armée. Des critères clairs devant conditionner l'aide à la reconstruction et permettant de garantir que cette aide arriverait bien à ses destinataires y furent définis. L'eurodéputé Francisca Sauquillo présida la clôture de ces journées. Il lui fut remis une proposition de résolution découlant de cette réunion afin qu'elle la propose à l'Assemblée Parlementaire Paritaire UE-ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique), ce à quoi qu'elle s'engagea comme elle l'avait déjà fait auparavant dans de nombreuses autres occasions. (Photo 25 : participation de l'Eurodéputé et Présidente du MPDL Francisca Sauquillo lors de la réunion à Palma de Majorque pour « la reconstruction intégrale du Burundi »)

Un autre des résultats de ces journées fut la possibilité que des représentants des participants puissent s'entretenir longuement au Sénat de l'Espagne avec son Vice-président et le Président de sa Commission des Relations Extérieures. De cette rencontre a surgi l'engagement qu'une délégation de sénateurs réaliserait une visite à leurs homologues burundais quand les conditions sécuritaires le permettraient, visite à l'étude actuellement.

En novembre 2003, une fois encore, des journées de rencontre se tinrent à Majorque. Elles étaient destinées cette fois-là à la société civile organisée, et à l'analyse des principales difficultés qui pourraient naître quand il s'agirait d'orienter les projets destinés à la reconstruction intégrale du Burundi et aux possibles stratégies à mettre en oeuvre pour les surmonter. Au cours de ces journées, prirent place également une analyse et un débat sur les divers aspects de la situation du moment au niveau de la sous région des Grands Lacs Africains et du Burundi même

Participèrent à cette phase des rencontres, des personnalités telles que l'ex-Président de Burundi et sénateur de droit, S.E. Sylvestre Ntibantunganya, et M. Tshimpanga Matala, congolais installé en Espagne mais qui participa aux négociations de paix de la RDC.

En résumé, VSF a choisi de centrer, d'une manière prioritaire, ses efforts et sa solidarité sur le peuple burundais. La raison en est d'impulser une ligne d'interventions basées sur:

- a. un engagement à long terme;
- b. un travail collectif et en réseau d'ONG burundaises et majorquines, en combinant le développement de projets avec la défense des droits de la personne humaine et des processus de démocratisation;
- c. l'idée d'être un pont de communication et de solidarité entre le peuple burundais et les peuples de l'Europe convaincu et confiant qu'un futur meilleur est possible pour tous s'il est basé sur la collaboration active et l'engagement des peuples.

**RESUME DES PROJETS DE COOPERATION LES PLUS SIGNIFICATIFS
GÉRÉS PAR VSF DE 1994 À 2003**

PROJETS	FINALITE	ANNÉE	LIEU	PARTENAIRE LOCAL
Envoi de containers d'aide d'urgence et de matériels divers	Vêtements, chaussures, médicaments, imperméables, couvertures, literies, matelas, outils et machines pour différentes activités, bicyclettes, ordinateurs, machines à écrire, plaque solaires, matériel sanitaire (à partir de 1998 les bénéficiaires en furent les réfugiés burundais des camps tanzaniens de Mtabira et Muyovozi ainsi que les enfants de la rue et les adolescents sans toit de Kigoma/Ujiji sur la partie tanzanienne du lac Tanganika	1994 1995 1998 1999 2000 2001 2002	Burundi Burundi Tanzanie Tanzanie Tanzanie Tanzanie Tanzanie	Caritas Burundi et Amicale-Nyabihanga NWB (1) NWB NWB NWB NWB
Centre de Santé de Nyabihanga	Remise en état, dotation et mise en marche du Centre y compris les prestations d'un médecin durant trois mois, ainsi que l'alimentation en eau potable et la dotation d'un groupe électrogène, etc....	1995- 1996	Burundi	Amicale-Nyabihanga et Caritas Gitega et Bureau du Développement de Gitega
Reconstruction de maisons	Maisons détruites par la guerre à Ntita, Nyabihanga, Gitega et Nyabikere.			
Construction d'une salle polyvalente à Nyabihanga	Construction d'un atelier de menuiserie et dotation en machines et outils pour les artisans.			
Achat et installation d'un émetteur radio- amateur	Au Centre de Santé de Nyabihanga afin de permettre des communications économiques entre Nyabihanga et Majorque.	1995- 1996	Burundi	Amicale-Nyabihanga

Création d'un Centre Civique à Dar es Salaam	Centre antenne, espace d'accueil et de formation tant des réfugiés burundais que des Tanzaniens, avec des activités axée sur l'autosuffisance (couture et confection, mécanographie, cuisine, informatique, fabrication de briques non cuites, bibliothèque, restaurant populaire et droits de la personne humaine)	1997-2001	Tanzanie	NWB
Dotation d'une machine à fabriquer de briques non cuites	Destinée à la création d'une coopérative de construction à Moshi	1998	Tanzanie	Qoheleth Fondation
Dotation d'un moulin à farine de manioc	Destinée à des femmes agricultrices à Mivo (Ngozi)	1998	Burundi	AGELMI (2)
Reconstruction de 9 ponts	Reconstruction dans la région de Kigoma de ponts unissant cette région avec le Burundi.	1998-1999	Tanzanie	Caritas Kigoma y NWB
Soutient à la communauté éducative des camps de réfugiés de la région de Kigoma	Infrastructures éducatives et leur dotation (salle polyvalente, groupes électrogènes, postes de télévision et vidéo, pupitres, matériel scolaire, etc.) construction de salles de classe dans les 3 lycées et d'un restaurant à prix économiques, micro projets productifs (pisciculture, agriculture et élevage) dotation de matériel sportif, activités culturelles diverses, bourses pour études universitaires à distance, dynamisation communautaire, activités pour promouvoir les droits de la personne humaine, appui à la validation des examens de fin d'étude pour les étudiants des camps	1998-2002	Tanzanie	NWB
Centre d'accueil et d'orientation des enfants de la rue de « MWOCACHI »	Construction d'infrastructures (salles de classe, dortoirs, sanitaires, cuisine, réfectoire, clôture de la parcelle, canalisation des eaux pluviales, étables, clapiers...) et leur dotation (tables,	1998-2002	Tanzanie	NWB

	chaises, châlit, literie,..), microprojets productifs (agriculture, élevage,..), éducation-formation (cours spécifiques pour , professeurs et personnel d'encadrements)			
Centre d'accueil et d'orientation de jeunes sans toit "Haki Kwa Wote".	Remise en état des infrastructures d'un Centre provisoire à Businde, banlieue de Ujiji (salle de classe, dortoirs, sanitaires, cuisine, clôture de la parcelle, étables, clapiers) et leur dotation (groupe électrogène, tables, chaises, châlits, literie,..), microprojets productifs (agriculture, élevage,..) éducation-formation (cours spécifiques pour professeurs et personnel d'encadrements, cours d'éducation professionnel pour les jeunes du Centre,..) Début de la construction du Centre définitif à Ujiji.	2001-2004	Kigoma-Tanzanie	NWB
Centre civique de Kigoma	Construction d'infrastructures (bureaux, salle polyvalente, maison d'accueil, VRD, aménagement des extérieurs, clôture de la parcelle,) et leur dotation (tables, chaises, appareils électrodomestiques, matériel de cuisine, matériel de couchage, matériel de bureau et informatique, machines à coudre, et ordinateurs pour la formation,...) , activités formatives (atelier de mécanographie, de coupe et couture, d'informatique, de cuisine, de cours de gestion , droits de la personne humaine...)			
Voitures	Achats et maintenance de véhicules destinés au développement et au suivi des projets locaux : trois au Burundi et deux en Tanzanie	1995 1998 1998 2001	Burundi Burundi Tanzanie Burundi	Fondation Ndadaye NWB ABDP (3) ABI (4)
Bourses pour coopérants	Cours de formation pour la gestion, les droits de la personnes humaine, pour la formation de formateurs, d'éducation à la santé	1999-2003	Burundi Tanzanie	NWB ABDP

Réseau de promoteurs de la paix et des droits de la personne humaine	Garantir la continuité de la ligne de travail définie lors des micro projets	1998-2003	Burundi Tanzanie	NWB ABDP
Soutient aux prisonniers	Médicaments, vêtements, micro projets productifs, cours de formation aux droits de la personne humaine et sur la santé	2000-2003	Burundi	ABDP
Soutient aux secteurs démocratiques	Travail en réseau, journées, ateliers, débats, contacts avec des responsables institutionnels à Majorque, en Europe et en Afrique Centrale	1995-2003	Burundi Tanzanie Majorque Europe Afrique Centrale	Forces de changement démocratique et RIB (5)

- (1) Neighbours Without Borders-Tanzania (NWB)
- (2) Association d'Agriculteurs et Éleveurs de Mivo (AGELMI)
- (3) Association Burundaise de Défense des Droits des Prisonniers (ABDP)
- (4) Abazimyamuro bazira Imbibe (ABI)
- (5) Réseau International pour la Paix et le Respect des Droits de l'Homme au Burundi (RIB)

Jaume Obrador, Maribel Alcázar et Jacques Maisonneuve,
Membres du Comité Exécutif de l'ONG «Voisins Sans Frontières »